



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

Bureau de la réglementation et des élections
Section procédures environnementales

ARRÊTÉ

Arrêté préfectoral portant modifications de l'autorisation préfectorale Mise à jour des valeurs limites d'émissions et des fréquences de surveillance dans l'eau

N° DCL-BRENV-2025- *231-3*

Société TERREAL SAS

Siège social :

13-17 rue Pagès

92150 SURESNES

Site d'exploitation :

Site de Chagny 1

6 rue Léon Saccard

71150 Chagny

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Vu la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

Vu la directive 2006/11/CE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la communauté ;

Vu la directive 2008/105/EC du 24 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;

Vu la directive 2013/39/UE du parlement européen et du conseil du 12 août 2013 modifiant les directives 2000/60/CE et 2008/105/CE en ce qui concerne les substances prioritaires pour la politique dans le domaine de l'eau ;

Vu le code de l'environnement, notamment le livre II et le Titre 1er du livre V ;

Vu en particulier les articles R. 211-11-1 à R. 211-11-3 du titre 1 du livre II du code de l'environnement relatifs au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2515 de la nomenclature des

196 rue de Strasbourg
71021 MACON CEDEX 9

tél : 03 85 21 81 00

Mail : pref-proc-env@saone-et-loire.gouv.fr

installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel « RSDE » du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel « coquilles » du 25 juin 2018 modifiant une série d'arrêtés ministériels relatifs à certaines catégories d'installations classées ;

Vu le porter à connaissance du 25 novembre 2024 indiquant le transfert du groupe gel vers le site de Chagny 2 à compter du 28 novembre 2024 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 91-499 du 18 octobre 1991 autorisant la société TUILES LAMBERT à exploiter une usine de fabrication de tuiles sur la commune de Chagny ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°10-04843 en date du 22 novembre 2010 de la société TERREAL pour son établissement sis rue Léon Saccard à Chagny ;

Vu le rapport du 26 juin 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 11 juillet 2025 ;

Vu la prise en compte des observations de l'exploitant détaillées dans son courrier du 21 juillet 2025 sur le projet d'arrêté préfectoral transmis le 8 juillet 2025 ;

Considérant que l'entrée en application de l'arrêté ministériel RSDE du 24 août 2017 susvisé vient modifier les valeurs limites d'émission applicables au site de la société TERREAL Chagny 1 ;

Considérant que la détermination des valeurs limites d'émission applicables au site sont liées à la compatibilité des rejets avec le cours d'eau final récepteur ;

Considérant que le cours d'eau final est la rivière « Dheune » à Chagny ;

Considérant que le QMNA5* de la rivière « Dheune » est de 125 l/s à Chagny¹ ;

Considérant que l'exploitant déclare ne pas rejeter les autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau listées dans l'arrêté ministériel modifié du 02/02/1998 susvisé ;

Considérant l'enjeu particulier du bon état de la masse d'eau réceptrice finale ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Saône-et-Loire ;

ARRÊTE

Article 1 – Identification

La Société TERREAL CHAGNY 1 dont le siège social se trouve 13-17 rue Pagès 92150 SURESNES, qui est autorisée à exploiter 6 rue Léon Saccard à Chagny une installation de fabrication de tuiles, est tenue de respecter les dispositions des articles suivants :

Article 2 – Articles supprimés

L'article 3.3 concernant les caractéristiques des rejets aqueux de l'arrêté préfectoral n°10-04843 du 22 novembre 2010 est abrogé et remplacé par les prescriptions du présent arrêté.

Article 3 – Circulation des effluents et localisation des rejets

Tous les effluents aqueux sont canalisés.

La dilution des effluents est interdite, hormis celle résultant du rassemblement des effluents de même type de l'établissement ou celle nécessaire à la bonne marche des installations de traitement. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution.

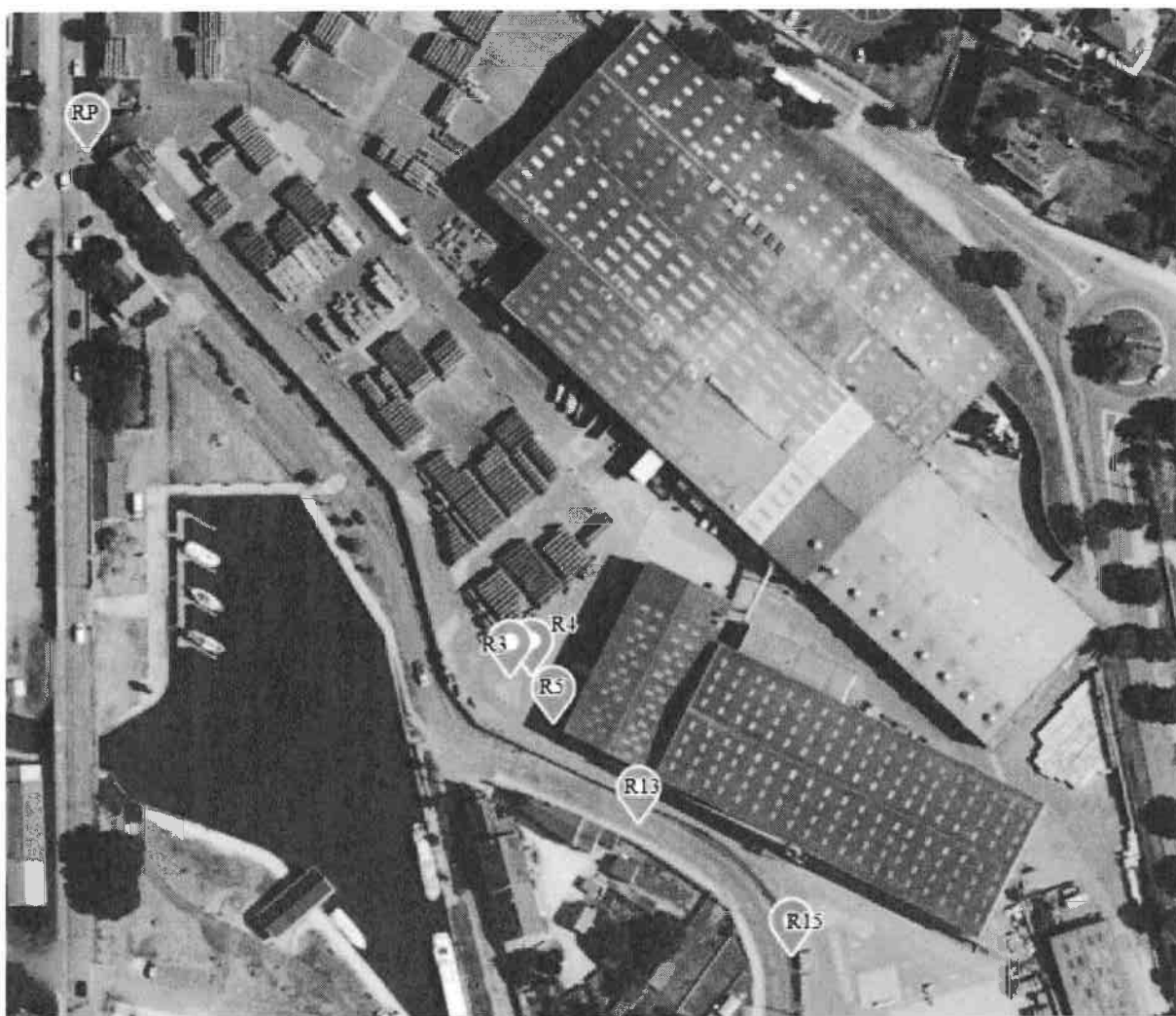
Les prélèvements au niveau des rejets R4 et R15 devront être réalisés avant dilution avec les eaux pluviales, c'est-à-dire hors période de pluie, si ce n'est pas possible le point de prélèvement devra être déplacé à l'amont du rejet eaux pluviales. Dans ce dernier cas, l'exploitant créera des points de rejets internes en amont du mélange avec les eaux pluviales, avec des points de prélèvement dédiés.

1 - *(Q) Débit (M) Mensuel (N) Minimal (A) annuel 5 est la valeur du QMNA telle qu'elle ne se produit qu'une année sur 5

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet à la sortie du périmètre de l'ICPE		Nom	R4	R5 (eaux de ruissellement)	R15	RP, R3 et R13	
Nature des effluents		Coordonnées en Lambert 93	X : 833487,90 m Y : 6646239,70m	X : 833495,28m Y : 6646229,28m	X : 833555,59 m Y : 6646180,93m	X : 833485,66 m et 833505,75 m Y : 6646239,04m et 6646208,13 m	
			- Eaux pluviales toitures (bâtiment usine 5) - Eaux refroidissement adiabatique (d'avril à octobre rejet en continu), - Purges pompes à vide. - Eaux de vidange des nappes d'eau des 2 jours hydrocasing à chaque arrêt soit 4 jours par an maximum (vidange des 2 fosses de 300 m3)	- Eaux de ruissellement de voirie de la zone "prépa Terre" → débordement + séparateur hydrocarbures ; - Eaux de ruissellement de voirie d'une partie de la zone Sud "prépa Terre" → débordement.	Eaux pluviales de toitures bâtiment administratif et maintenance Eaux de ruissellement de la zone Entrée de site (sur les voiries, les parkings, les aires de stationnement des camions)	Eaux usées de la zone de lavage maintenance : lavage engins-moules + découpe de tuiles (2 fois/an) : surveillance à réaliser en sortie de séparateur hydrocarbone avant mélange avec les eaux pluviales.	Eaux sanitaires du bâtiment "administratif"
			- Eaux de ruissellement de voirie de la zone "prépa Terre" → débordement + séparateur hydrocarbures ; - Eaux de ruissellement de voirie d'une partie de la zone Sud "prépa Terre" → débordement.	- Eaux de ruissellement de voirie de la zone "prépa Terre" → débordement + séparateur hydrocarbures ; - Eaux de ruissellement de voirie d'une partie de la zone Sud "prépa Terre" → débordement.	- Eaux de ruissellement de voirie de la zone "prépa Terre" → débordement + séparateur hydrocarbures ; - Eaux de ruissellement de voirie d'une partie de la zone Sud "prépa Terre" → débordement.	- RP : Eaux de ruissellement de voirie de la zone "Stockage produit finis" - R3 : eaux sanitaires bâtiment usine 5 - R13 : Eaux sanitaires du vestiaire du bâtiment « prépa terre » + eaux pluviales de toiture (bat. Prépa terre) et de ruissellement des voiries de la zone centrale et Nord du bat. Prépa terre	
Réseau de collecte et traitement si existant			Rejet collecteur communal	Rejet collecteur communal après passage par un débordement et pour une partie par un séparateur d'hydrocarbures	Collecte dans le réseau interne puis rejet dans le collecteur qui récupère des eaux extérieures à l'usine, provenant du lotissement situé en amont	Présence d'un débordement pour les eaux de ruissellement voirie. Collecte par le réseau « eaux usées » interne au site, puis rejet dans le réseau unitaire de la commune de Chagny.	
Type de rejet en sortie du site		■	rejet canalisé vers la station d'épuration communale	■	rejet canalisé vers la station d'épuration communale	■	
Cours d'eau final		Pour un rejet canalisé vers la station d'épuration communale	Code station	60971073002			
			Commune station	71100 Chagny			
		Code masse d'eau	FRDR610				
		Norm masse d'eau	La Dheune du ruisseau de la Creuse au Ruisseau de Meursault				
		QMN55 (en L/s)	125				
Commentaire		Eaux des fours : 2 fosses de 300 m3 remplies avec de l'eau potable et vidangées 1 à 3 fois par an soit 6 jours par an au maximum. Prélèvement d'un échantillon dans la fosse et analyses avant rejet en R4.	Rejet dans réseau unitaire communal	Rejet R15 comporte des eaux usées assimilées domestiques provenant des lotissements et activités situés en amont du site. Le collecteur unitaire communal traverse le site de Terreal.			
				Rejet dans réseau unitaire communal			

en jaune : points de prélèvement surveillance pérenne
NB : R5 = rejet principal des eaux pluviales



Article 4 – Autorisation de raccordement

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartiennent le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif en application de l'article L.1331.10 du code de la santé publique.

L'exploitant doit disposer d'une autorisation de déversement à jour pour ses rejets vers la station d'épuration communale, cette autorisation est transmise par l'exploitant au préfet.

Article 5 – Dispositions générales

Tout rejet respecte les dispositions des articles 22 et 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié susvisé en matière de :

- compatibilité avec le milieu récepteur ;
- suppression des émissions de substances dangereuses ;
- mise en place d'un programme de surveillance des émissions ;
- recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau dans le cas des contrôles effectués par un laboratoire extérieur ;
- réalisation de contrôles externes de recalage ;
- déclaration des résultats d'autosurveillance sous GIDAF.

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides susceptibles d'être pollués est prévu un point de prélèvement d'échantillons et de mesures in situ de certains paramètres (température, concentration en polluant, ...).

Les prélèvements sont effectués au moyen d'un échantillonneur automatique asservi au temps, du fait de l'impossibilité d'installer un débitmètre.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et à permettre des interventions en toute sécurité ainsi que des prélèvements et mesures représentatives du rejet et du fonctionnement des installations. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la police de l'eau, doivent avoir libre accès aux lieux de prélèvement pour chaque point de rejet.

Article 6 – Caractéristiques des rejets

Article 6.1 - Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux usées sanitaires ;
- les eaux pluviales de toiture ;
- les eaux pluviales de ruissellement (voiries, parkings et aires de stationnement) ;
- les eaux résiduaires de type industriel telles que les eaux de refroidissement (adiabatiques, pompes à vides...), les eaux de purges, les eaux de vidange des deux fours hydrocasing, les eaux de lavage divers.

Article 6.2 - Entretien et conduite des installations de traitement

Les eaux de ruissellement de voiries arrivant au point R5 et les eaux usées issues de la zone de maintenance raccordée au point R15 sont traitées avant rejet hors du site par des séparateurs d'hydrocarbures.

Ces ouvrages doivent être nettoyés, vidangés et contrôlés au moins une fois par an et entretenus dès que nécessaire.

Article 6.3) - Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- température < 30 °C ;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 ;

Les eaux issues des piscines des fours à joint d'eau sont rejetées par bâchée de 300 m³ jusqu'à 6 jours par an (1 bâchée/jour) vers le réseau d'eaux usées communal si elles respectent les valeurs limites fixées à ci-dessous.

6.3.1 - Valeurs limites des rejets et fréquences de surveillance

Les rejets d'eau de process R4 et R15 doivent respecter les valeurs limites suivantes avant mélange avec les eaux pluviales et avant rejet vers le réseau d'eaux usées communal :

Paramètres	Code SANDRE	Concentrations limites en mg/l	Flux max cumulé des rejets R4 et R15 (en kg/j par défaut)	Fréquence de surveillance
Débit max journalier	R4 : 300 m³/j pour vidange annuelle eaux de piscine des fours + 8 m³/j en moyenne pour les purges et le refroidissement adiabatique R15 : 8 m³/j			
DCO	1314	900	32	Trimestrielle* *une analyse des eaux de rejet de process R4 devra obligatoirement être réalisée pendant les 2 jours de vidange des eaux de piscine des fours
DBO5	1313	400	6,5	
MES	1305	500	155	
Azote global	1551	150	10	
Indice phénol	1350	0,3	8 g/j	
Cyanures totaux(1)	1390	0,1	/	
Hydrocarbures totaux (1)	7009	10	/	
AOX (1)	1106	1	/	
Plomb	1382	0,1	1,3 g/j	
Chrome total	1389	0,1	3,5 g/j	
Nickel	1386	0,2	4 g/j	
Zinc	1383	0,8	8,4 g/j	
Manganèse (1)	1394	1	/	
Étain (1)	1380	2	/	
Fer + Aluminium (1)	7714	5	/	
Ions fluorures (1)	7073	15	/	

(1) à ce jour, il n'existe pas de norme de qualité environnementale(NQE) pour ces paramètres ; il revient à l'exploitant de prendre en compte d'autres valeurs de référence

Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Les eaux issues des séparateurs hydrocarbures et/ou débourbeurs au niveau des rejets R5 , RP et R13 doivent respecter les valeurs limites suivantes avant rejet :

- MES : 600 mg/l
- Hydrocarbures totaux : 10 mg/l

Les analyses auront lieu au moins une fois par an par temps de pluie afin d'avoir un débit continu pendant une période suffisamment longue.

6.3.2 - Surveillance provisoire des eaux pluviales des rejets R5 et R15

Les eaux pluviales de ruissellement susceptibles d'être polluées concernant les rejets R5 et R15 feront l'objet d'une campagne d'analyse avant fin 2025 (recherche des substances listées dans le tableau à l'article 6.3.1 ci-dessus). Ces analyses seront réalisées par temps pluvieux et en absence de rejet d'eaux de process. Les substances éventuellement détectées à des concentrations supérieures à la limite de quantification et à la NQE et en quantité >1 % du flux admissible de la Dheune, feront l'objet d'une surveillance pérenne qui sera définie ultérieurement en fonction des résultats d'analyses de la surveillance provisoire.

Article 7 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le

département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est notifié à la société TERREAL.

Article 8 – Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Saône-et-Loire, le sous-préfet de l'arrondissement de Chalon-sur-Saône, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée ainsi qu'au maire de la commune de Chagny et au chef de l'UiD-39-71 de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté.

Fait à Mâcon, le **19 AOUT 2025**

Le préfet,

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire

Agnès CHAVANON

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Dijon :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.
2. Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1. et 2.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télerecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.